Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/RETRAIT-DE-LA-LOI-EL-KHOMRI

RETRAIT DE LA LOI EL KHOMRI

- Vie politique -

Date de mise en ligne : samedi 5 mars 2016

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Retraite, code du travail, indemnisation du chômage, condamnation de militants syndicaux à de la prison ferme, interdiction de manifestation ou de rassemblement dans le cadre de l'état d'urgence, déchéance de nationalité. Hollande et son gouvernement ne lésine pas. Il ne lui reste qu'un an avant les prochaines élections législatives et présidentielles. Il veut aller au bout du reniement de la politique pour laquelle une majorité de français pensait l'avoir élu.



PCF Vénissieux

RETRAIT DE LA LOI EL KHOMRI

RASSEMBLEMENT MERCREDI 9 MARS 13H

PLACE BELLECOUR

Retraite, code du travail, indemnisation du chômage, condamnation de militants syndicaux à de la prison ferme, interdiction de manifestation ou de rassemblement dans le cadre de l'état d'urgence, déchéance de nationalité. Hollande et son gouvernement ne lésine pas. Il ne lui reste qu'un an avant les prochaines élections législatives et présidentielles. Il veut aller au bout du reniement de la politique pour laquelle une majorité de français pensait l'avoir élu.

Le patronat en resterait presque muet, n'osant remercier pour autant de cadeaux craignant d'être pris pour de dangereux activistes socialistes.

Le droite de son coté cherche comment être encore plus à droite. Économiquement, socialement cela va être difficile, sur le terrain sécuritaire, il y avait le FN et maintenant même le PS s'y met.

Dans ce contexte les grandes lignes données par Mme El Khomri sur sa loi viennent renforcer la colère, le ras le bol.

> *Licenciement économique facilité, heures supplémentaires moins bien payées, journées et semaines à rallonge, forfaits jours en progression, indemnités pour licenciement abusif plafonnées, accord d'entreprise pouvant se passer de l'avis des organisations syndicales.*

C'est le cocktail que contient cette proposition de loi. On comprend dans ces conditions que la

Le patronat en resterait presque muet, n'osant remercier pour autant de cadeaux craignant d'être pris pour de dangereux activistes socialistes.

Le droite de son coté cherche comment être encore plus à droite. Économiquement, socialement cela va être difficile, sur le terrain sécuritaire, il y avait le FN et maintenant même le PS s'y met.

Dans ce contexte les grandes lignes données par Mme El Khomri sur sa loi viennent renforcer la colère, le ras le bol.

Licenciement économique facilité, heures supplémentaires moins bien payées, journées et semaines à rallonge, forfaits jours en progression, indemnités pour licenciement abusif plafonnées, accord d'entreprise pouvant se passer de l'avis des organisations syndicales.

C'est le cocktail que contient cette proposition de loi. On comprend dans ces conditions que la colère monte et

Copyright © Le Vénissian

qu'une pétition lancée sur le net pour exiger le retrait de cette proposition atteigne le million de signatures.

Oui les propositions de Mme El Khomri sont une attaque sans précédent contre le code du travail, le droit des salariés. Mais on n'avait déjà dit cela de la loi Rebsamen sur la réforme du dialogue social ou encore de la loi Macron. Et de bien d'autres avant.

Ces propositions viennent en fait compléter tout le travail effectué par ce gouvernement en matière de droits sociaux, syndicaux. Car il y a une véritable cohérence de la politique gouvernementale, notamment depuis l'arrivée de Manuel Valls au poste de premier ministre.

Concernant le monde du travail, il ne s'agit plus de « détricoter » (comme on dit) les acquis du CNR (Conseil National de la Résistance), ou les différentes lois porteuses de progrès social, mais bien d'une vaste opération de casse, en les remplaçant par des textes qui servent non plus à protéger, donner les moyens aux salariés de peser face à l'exploitation de leur force de travail, mais permettre au patronat, au capital, d'imposer durablement une accentuation de cette exploitation.

Hollande, Valls, Macron, El Khomri, n'ont d'oreille que pour le patronat et son discours :

> « Le CDI est trop contraignant. Faciliter le licenciement, c'est faciliter l'embauche. Ne pas avoir la possibilité de négocier directement avec les salariés c'est donner la possibilité à des organisations syndicales de bloquer tout dialogue social. Les charges sociales sont tellement importantes qu'elles empêchent que l'on soit véritablement compétitif. Comment voulez-vous être compétitif quand on limite le temps de travail à 35 heures. »

En écoutant ce discours, en décidant de faire du coût du travail, de la « rigidité » du code du travail la cause de la monté du chômage ce gouvernement a fait la démonstration de l'inefficacité de ces choix en matière de lutte contre le chômage et de ce qu'il est véritablement, l'outil du patronat, des oligarques.

S'il ne fallait qu'un exemple de cette politique nous citerions le CICE (Crédit d'Impôt et Compétitivité Emploi). Depuis sa mise en place en 2013, le CICE a permis à 1,1 millions d'entreprises d'obtenir de l'état de 27,4 milliards d'euros. Et encore il était en phase de démarrage, en rythme de croisière se sont 18 milliards d'euros par an qui sont versés au entreprises. Les grands groupe se taillant la part du lion. Total par exemple a touché 90 millions d'euros.

Et cela sans contre partie, sans engagement à relancer l'emploi et l'investissement productif.

Et comme Hollande est toujours prêt à aller plus loin, il a annoncé en janvier sa volonté de pérenniser le CICE à travers une baisse définitive de cotisations sociales (avec quelles conséquences sur l'équilibre des caisses de la Sécurité Sociale ?). Un peu comme il veut pérenniser l'état d'urgence en l'inscrivant dans la constitution.
L' Union Européenne, les pouvoirs politiques, de droite comme socialiste, le patronat, les banques, ont depuis la crise de 2008 décidé d'accélérer la remise en cause des droits des salariés et des citoyens. Avec pour seul objectif, encore plus, toujours plus, d'argent vers les marchés financiers, les banques au détriment de l'investissement industriel, de nos salaires, nos retraites, nos conditions de travail et de vie.

Alors oui la question aujourd'hui est de faire échouer le projet de loi El Khomri, parce qu'il est porteur de grave danger pour le monde du travail. La mobilisation qui se construit dans ce sens est le reflet de ce rejet comme du rejet plus général de la politique de Hollande et de son gouvernement.

Copyright © Le Vénissian

Mais nous devons aussi débattre :

- du contenu politique des luttes et actions que nous menons,
- d'une véritable politique industrielle pour le France, qui fasse cesser l'abandon de pan entier de notre économie et ouvre des perspectives de développement sur les territoires,
- de la reprise en main par l'état, les salariés, la population, de secteurs comme l'énergie, les transports, les communications, le logement, le secteur bancaire, la santé,
- de la réduction du temps de travail pour combattre le chômage comme le porte la CGT,
- des mesures pour inverser cette tendance lourde qui fait que depuis 30 ans la création des richesses faite par notre travail va de plus en plus dans les poches des actionnaires, en dividendes, stock option, spéculations boursières.

La « gauche » a abandonné l'idée d'être utile au peuple, d'être à son service. Elle est dans une impasse. Nous considérons que cette situation est le résultat de l'affaiblissement du PCF.

Nous communistes voulons remettre au centre des débats la question du changement de société et pour cela la question des chemins politiques pour y arriver. Et donc inévitablement du poids de l'importance du PCF dans notre pays pour cela.

C'est pourquoi nous proposons une journée d'étude, de travail, d'échange pour débattre de ces questions.

Le samedi 30 avril, salle Joliot Curie à Vénissieux. matin : l'entreprise, l'emploi, les luttes, avec des militants d'entreprises. après midi : le communisme, son rapport à la société et son organisation.

<a href="sites/levenissian.fr/IMG/pdf/tract_9_mars.pdf" title='PDF - 62.8 ko' type="application/pdf">